Washington – Mettre fin aux violences sexuelles infligées aux femmes lors et à la suite de conflits armés reste un énorme défi, selon Donald Steinberg, administrateur adjoint de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Par Jane Morse

« La 'vérité qui dérange' est que, malgré tous nos efforts, nos actions communes ne font que peu de différence dans la lutte contre les abus sexuels, l'impunité et le désengagement systématique des femmes des processus de paix et de reconstruction post-conflits », a estimé le 16 février M. Steinberg, lors de son allocution au « Colloque sur la paix manquante : violences sexuelles lors et à la suite de conflits ».

Le colloque de trois jours était organisé par l'Institut des États-Unis pour la paix, le Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Californie, à Berkeley, l'Institut de recherches pour la paix d'Oslo, et l'Institut Amérique du nord de recherches pour la paix internationale de Stockholm. Des érudits, des législateurs et des représentants de la société civile et du secteur militaire s'y sont retrouvés afin d'examiner la question des violences sexuelles lors et à la suite de conflits et d'explorer une manière de fournir des réponses efficaces.

« Dans de trop nombreux conflits, a dit M. Steinberg, le viol continue d'être communément utilisé comme arme de guerre. Les voix des femmes continuent d'être trop souvent exclues des négociations de paix, aboutissant à des accords qui représentent mal la réalité sur le terrain, sans le soutien des populations, et avec autant de chances d'échouer que de réussir. En conséquence, les questions liées au trafic des personnes, aux soins médicaux pour la reproduction, à l'éducation des filles et à la prise de responsabilité pour les abus passés continuent de se perdre dans le tourbillon. »

Selon M. Steinberg, les soldats démobilisés sont trop souvent renvoyés prématurément dans leurs communautés d'origine, qui ont appris à vivre sans eux pendant les nombreuses années de conflit. Le résultat : vagues d'alcoolisme, violences conjugales et viols. De plus, les parties combattantes, a déclaré M. Steinberg, « commencent encore trop souvent les processus de paix par des amnisties générales des crimes abominables commis lors des combats – ce qui équivaut à un pardon réciproque de crimes commis contre les femmes ».

En dépit du piètre état de la situation, de grandes avancées ont été effectuées en ce qui concerne les normes et les comportements, a ajouté M. Steinberg.

« Sur la scène internationale, il serait impensable de faire passer, au Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution liée à un conflit en cours ou organiser une mission d'application de la paix et de processus de paix sans une section sur la protection des civils, en général, et des femmes menacées de violences sexuelles, en particulier », a-t-il souligné, en se référant aux résolutions 1325, 1888 et 1960 du Conseil de sécurité.

« Au sein du gouvernement des États-Unis, la participation sans équivoque de la Maison-Blanche, des départements d'État et de la Défense, de l'USAID et d'autres agences dans la mise en œuvre du nouveau Plan d'action national en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité va bien plus loin que de simplement 'cocher une case' »,a estimé M. Steinberg.

Le président Obama a souvent parlé, notamment lors de son dernier discours sur l'état de l'Union, de l'importance de la responsabilisation des femmes pour l'intérêt de la sécurité nationale des États-Unis et pour refléter les valeurs américaines à l'étranger, a ajouté M. Steinberg.

« Et, tout aussi important, je pense, les Américains le comprennent. Ils veulent vivre dans un monde respectueux des droits de l'homme et de la dignité humaine, mais ils savent également qu'en général, les pays qui respectent les femmes, qui luttent contre les abus dont elles sont victimes, et qui les incluent à part entière dans les processus de paix et de réconciliation nationale, ont tendance à ne pas faire de trafic de personnes, d'armes ou de drogues, à ne pas être le foyer de maladies pandémiques, à ne pas laisser de larges nombres de réfugiés traverser les frontières et les océans, à ne pas abriter de pirates ou de terroristes, ou, peut-être plus significativement, à ne pas avoir besoin de troupes américaines sur le terrain », a ajouté M. Steinberg.

M. Steinberg a noté que les nouvelles propositions de projets de l'USAID contiennent l'équivalent d'une « évaluation des impacts sur les genres ». De nouveaux projets ont été lancés pour créer des écoles sûres pour les filles et combattre la violence et la mortalité maternelle lors de catastrophes.

« Cela me réconforte de savoir que des gens luttent – du Soudan au Moyen-Orient, du Kenya à la Colombie, du Colorado au Guatemala – pour protéger et responsabiliser les femmes en période de conflit dans le monde entier. Nous leur devons de les soutenir le plus possible », a conclu M. Steinberg.